

## COMMUNIQUÉ

## L'économie québécoise devrait connaître une certaine progression en 2013, selon les Services économiques RBC

**TORONTO, le 13 décembre 2012** — Après une année de faible croissance en 2012, l'économie québécoise devrait connaître une légère progression en 2013, selon les dernières <u>Perspectives provinciales</u> publiées aujourd'hui par les Services économiques RBC. RBC prévoit que la croissance du PIB de la province s'établira à 1,6 % en 2013, en hausse par rapport à 0,9 % en 2012.

Selon RBC, certain des facteurs qui ont contribué à la faiblesse de l'économie québécoise au cours de la première partie de 2012, notamment un arrêt de travail de six mois à une aluminerie, la hausse de la taxe provinciale en janvier, un hiver plus clément que prévu et les mois de protestations des étudiants, ont temporairement eu une influence négative sur les exportations, les dépenses de consommation et la demande dans les secteurs de l'énergie et de l'éducation de la province.

« Le rendement décevant dans plusieurs secteurs au Québec, qui a eu une incidence majeure sur la croissance en 2012, n'aura que des effets temporaires sur l'économie provinciale, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. L'incidence moindre de ces facteurs temporaires, de même que l'augmentation de la demande américaine pour les exportations québécoises, suscitera une amélioration des perspectives économiques pour la province et devrait accélérer le rythme d'expansion au cours de la prochaine année. »

Toutefois, RBC estime que l'économie québécoise devra encore affronter les vents contraires que représentent, en majeure partie, les contraintes budgétaires à tous les ordres de gouvernement. Dans son budget 2013-2014, le gouvernement provincial a réitéré son engagement à respecter les objectifs de son programme de dépenses. Ces objectifs, qui entraîneront des baisses absolues des dépenses – dans des secteurs autres que la santé, l'éducation et la famille – se traduiront par une contribution moindre du secteur public à l'économie.

Après huit ans de hausses rapides, le gouvernement québécois a réduit les objectifs du plan d'infrastructure à moyen terme. Une réduction des dépenses en immobilisations sera donc amorcée en 2013.

En ce qui a trait au secteur privé, RBC prévoit que la récente baisse d'activité dans le marché de l'habitation provoquera un ralentissement de l'investissement dans le secteur résidentiel en 2013.

Alors que la demande des États-Unis s'accroit et que le marché de l'habitation dans la province se stabilise, RBC prévoit une amélioration encore plus importante des perspectives de croissance pour le Québec, avec une croissance du PIB réel de 1,9 % en 2014.

Les Perspectives provinciales des Services économiques RBC évaluent les provinces en termes de croissance économique, de croissance de l'emploi, de taux de chômage, de ventes au détail, de mises en chantier et d'indices des prix à la consommation. Le rapport complet, ainsi que les détails propres à chaque province, peut être consulté en ligne à compter de 8 h (HE) aujourd'hui, à l'adresse <a href="https://www.rbc.com/economie/marche/pdf/provf.pdf">www.rbc.com/economie/marche/pdf/provf.pdf</a>.

- 30 -

## Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

<u>Craig Wright</u>, Recherche économique RBC, 416 974-7457 <u>Robert Hogue</u>, Recherche économique RBC, 416 974-6192 <u>Raymond Chouinard</u>, Communications, RBC, 514 874-6556